



Union interparlementaire
Pour la démocratie. Pour tous.

Audition parlementaire aux Nations Unies



De l'eau pour tous et pour la planète : arrêtons le gaspillage, changeons la donne, investissons dans l'avenir

Salle du Conseil de tutelle

13 et 14 février 2023, New York

Programme

Modératrice : Mme Betsy Otto, membre de l'Alliance for Global Water Adaptation

Lundi 13 février	
10 h 00-10 h 20	Allocutions liminaires
	M. Csaba Kőrösi , Président de la 77 ^e session de l'Assemblée générale M. Duarte Pacheco , Président de l'Union interparlementaire
10 h 20-11 h 00	Enquête interactive
	Les participants seront invités à répondre à quelques questions visant à identifier les positions et tendances de base. L'enquête sera réalisée sur Mentimeter.com et les participants devront utiliser leur téléphone ou leur tablette. La modératrice présentera les questions et commentera ensuite les résultats, en impliquant les participants dans le processus.
11 h 00-12 h 00	L'ODD 6 comme pilier du développement durable
	<p>ODD 6 – La disponibilité et la gestion durable de l'eau et de l'assainissement pour tous sont essentielles à la mise en œuvre de l'ensemble du cadre d'action des ODD. L'eau et l'assainissement sont essentiels à la vie et au développement de l'homme, ainsi qu'à l'activité économique, de l'industrie à l'agriculture. L'eau est un enjeu transversal à de nombreux domaines et contribue à la réalisation des ODD pertinents grâce à ses liens étroits avec les terres, les océans, le climat, l'égalité des sexes et la santé, entre autres. Le rythme actuel des progrès doit être accéléré pour atteindre l'objectif de l'accès universel à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène.</p> <p>Cette séance donnera un aperçu des progrès réalisés dans la mise en œuvre des engagements relatifs à l'eau et à l'assainissement dans le contexte du cadre d'action des ODD, en mettant en évidence les obstacles qui s'opposent à une mise en œuvre complète d'ici à 2030. Elle replacera l'audition parlementaire dans le contexte des discussions en cours aux Nations Unies et donnera un aperçu de la Conférence des Nations Unies sur l'eau 2023 en mars.</p> <p>Axes de réflexion :</p> <ul style="list-style-type: none">• Quelles sont les principales différences entre l'ODD 6 et les objectifs du Millénaire pour le développement en matière d'eau ?• Quels sont les principaux défis à relever pour atteindre l'ODD 6 et comment traduire les engagements en actions ?• En quoi le problème de l'eau est-il différent dans le monde ?• Quelles sont les attentes pour la Conférence des Nations Unies sur l'eau de 2023 ? <p>Présentateurs :</p> <p>Mme Kelly Ann Naylor, Experte principale en eau, anciennement Directrice associée de l'UNICEF pour l'eau, l'assainissement et l'hygiène</p> <p>M. Federico Properzi, Conseiller technique en chef, ONU-Eau</p>

<p>12 h 00-13 h 00</p>	<p>L'accès à l'eau potable et à l'assainissement : un droit fondamental</p>
	<p>Une résolution novatrice de l'Assemblée générale de 2010 reconnaît le droit à l'eau potable et salubre et à l'assainissement comme un droit de l'homme essentiel à la pleine jouissance de la vie et à la réalisation de tous les droits de l'homme. Plus de dix ans après, ce droit de l'homme le plus fondamental n'est toujours pas réalisé. Cette séance comprendra une discussion sur la responsabilité des États en tant que "garants des droits", définissant dans les grandes lignes les moyens par lesquels une perspective de droits de l'homme doit imprégner toute politique publique pour l'eau et l'assainissement.</p> <p>Axes de réflexion :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Quelles sont les implications politiques pratiques d'une approche de l'eau et de l'assainissement sous l'angle des droits de l'homme ? • Quels sont les éléments constitutifs les plus importants pour garantir l'accès à l'eau potable et à l'assainissement ? En quoi diffèrent-ils dans les zones rurales et urbaines ? • Quelles sont les innovations les plus prometteuses pour accroître l'accès à l'eau potable et à l'assainissement ? • Comment ce droit fondamental peut-il être réalisé malgré la privatisation et la financiarisation croissantes des services de l'eau ? Les acteurs privés doivent-ils tenir compte des considérations relatives aux droits de l'homme ? Comment les États peuvent-ils relever ce défi ? <p>Présentatrices :</p> <p>Mme Caterina de Albuquerque, Première Rapporteuse des Nations Unies sur le droit à l'eau et à l'assainissement, Bureau exécutif, Assainissement et eau pour tous</p> <p>Mme Sareen Malik, Réseau de la société civile africaine sur l'eau et l'assainissement</p>
	<p>Pause déjeuner</p>
<p>15 h 00-16 h 30</p>	<p>Changements climatiques et pénuries d'eau : renforcer la résilience pour éviter le pire</p>
	<p>Plus la température moyenne mondiale augmente de manière incontrôlée, plus les ressources en eau renouvelables sont menacées, tant sur le plan quantitatif que qualitatif. Le réchauffement de la planète dû aux changements climatiques devrait accroître le stress hydrique dans de nombreuses régions. Plus de 80 % des catastrophes naturelles, qui représentent des milliards de dollars en investissements perdus, en vies humaines et en dommages aux écosystèmes, sont liées à l'eau.</p> <p>Les sécheresses et les inondations plus fréquentes et plus étendues, ainsi que l'élévation du niveau de la mer, liées aux changements climatiques, ont des conséquences sociales et économiques importantes : elles conduiront les agriculteurs à la faillite, accéléreront les migrations et l'urbanisation et aggraveront le problème de la faim dans le monde. Les bassins hydrographiques risquent de s'assécher, ce qui compromettrait les moyens de subsistance et les investissements.</p> <p>En bref, les changements climatiques ont un impact direct sur l'eau ; il est primordial de créer une résilience pour éviter de nouvelles pertes humaines, davantage de dommages causés aux moyens de subsistance et aux écosystèmes, en protégeant et en restaurant notamment les écosystèmes aquatiques, y compris les montagnes, les forêts, les zones humides, les rivières, les aquifères et les lacs.</p> <p>Axes de réflexion :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Comment la gestion de l'eau et la mise en place d'un système mondial d'information sur l'eau peuvent-elles favoriser la résilience aux changements climatiques et aux chocs liés à l'eau ? • Quels investissements clés sont nécessaires pour renforcer l'adaptation et la résilience liées au climat ?

	<ul style="list-style-type: none"> • Comment utiliser les cadres réglementaires pour protéger les écosystèmes hydriques clés ? Comment traduire les accords internationaux en actions locales ? • Comment les compagnies des eaux peuvent-elles mieux s'adapter aux conditions extrêmes liées aux changements climatiques, en particulier à la pénurie d'eau ? <p>Présentateurs :</p> <p>Mme Suzanne Ozment, Institut des ressources mondiales</p> <p>Mme Karine Rouge, PDG, Veolia Amérique du Nord</p> <p>M. Stephan Uhlenbrook, Directeur de l'hydrologie, de l'eau et de la cryosphère, OMM</p>
<p>16 h 30-18 h 00</p>	<p>Conservation de l'eau : une solution intéressante</p>
	<p>Assurer des services d'approvisionnement en eau et d'assainissement à une population mondiale croissante nécessite une multiplicité d'actions, allant d'investissements très coûteux dans les infrastructures pour alimenter en eau les foyers, les usines et les exploitations agricoles à des mesures de conservation relativement peu coûteuses pour préserver les réserves hydriques et éviter les gaspillages inutiles.</p> <p>La conservation, qui consiste à tirer le meilleur parti de l'eau dont nous disposons, est l'une des mesures les plus faciles à mettre en œuvre dans le cadre de la politique de l'eau, dans la mesure où elle peut apporter des avantages considérables pour un coût relativement faible pour les budgets des États, les citoyens et l'industrie. Les mesures de conservation peuvent comprendre l'éducation et la sensibilisation de la population générale et des groupes clés à la valeur de l'eau, des réglementations visant à réduire de manière drastique la pollution et la surutilisation des eaux souterraines, ainsi que des mesures visant à préserver les écosystèmes aquatiques clés tels que les mangroves.</p> <p>Axes de réflexion :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Comment modifier les modes de consommation et de production d'eau non durables ? • Quel rôle l'éducation joue-t-elle pour attirer davantage l'attention sur la conservation de l'eau ? • La conservation et la gestion efficace de l'eau sont-elles vraiment une stratégie essentielle pour répondre aux besoins en eau ? Comment cela diffère-t-il entre les pays moins développés et les pays plus développés ? • Quelles sont les mesures d'incitation à la conservation de l'eau disponibles qui favorisent un accès équitable ? <p>Présentateurs :</p> <p>Dr. Alice Aureli, Chief, Groundwater Sustainability and Water Cooperation, Division of Water Sciences, UNESCO</p> <p>M. Johannes Cullmann, Vice-Président de ONU-Eau, Conseiller scientifique principal auprès du Président de l'Assemblée générale</p> <p>Mme Mary Ann Dickinson, ancienne PDG de l'<i>Alliance for Water Efficiency</i></p>
<p>Mardi 14 février</p>	
<p>10 h 00-12 h 00</p>	<p>Financement des infrastructures pour les services d'approvisionnement en eau et d'assainissement : un défi à plusieurs milliards de dollars</p>
	<p>On estime que le déficit financier pour atteindre l'ODD 6 d'ici à 2030 nécessitera la mobilisation de 1 700 milliards d'USD supplémentaires, soit trois fois plus que le niveau</p>

	<p>actuel des investissements mondiaux. Conformément au programme de coopération au développement, la principale source de financement des infrastructures et des services</p>
	<p>essentiels dans le domaine de l'eau doit être constituée de recettes publiques canalisées par le budget de l'État. Il faut pour cela augmenter les recettes fiscales et donner la priorité aux investissements publics dans le domaine de l'eau, qui est un élément clé de l'économie et du bien-être humain.</p> <p>Pour combler le déficit financier des infrastructures liées à l'eau, il faudra également un partenariat entre les gouvernements et un groupe diversifié de parties prenantes, dont le secteur privé. En particulier, les "financements mixtes" et les partenariats public-privé financés par des ressources publiques jouent un rôle croissant dans la fourniture de services d'approvisionnement en eau et d'assainissement.</p> <p>Cette séance examinera les différentes manières dont les infrastructures d'approvisionnement en eau et d'assainissement peuvent être financées et les questions qui peuvent découler des tensions qui existent entre les sources de financement publiques et privées. Un sondage actif auprès des participants permettra d'orienter la discussion.</p> <p>Axes de réflexion :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Quel rôle les finances publiques peuvent-elles et doivent-elles jouer pour assurer l'accès universel à l'eau et à l'assainissement ? Les États ont-ils l'obligation de fournir de tels services ? • Quels sont les risques liés aux financements mixtes et aux partenariats public-privé pour encourager les investissements dans le secteur de l'eau ? • Quels sont les principaux obstacles à l'accroissement des investissements dans le secteur de l'eau et de l'assainissement, notamment dans les pays en développement ? • Comment garantir le caractère abordable des services d'approvisionnement en eau, en particulier pour les personnes les plus vulnérables ? <p>Présentateurs :</p> <p>Mme Rosa Galvez, sénatrice, Sénat du Canada</p> <p>M. Paul O'Connell, Président de <i>Water Equity</i></p> <p>M. Sudipto Sarkar, Spécialiste principal de l'eau, Banque mondiale</p>
<p>12 h 00-13 h 00</p>	<p>SÉANCE D'INFORMATION SPÉCIALE L'avenir du multilatéralisme : défis et opportunités pour les Nations Unies</p>
	<p>Dans le cadre de Notre programme commun, le Secrétaire général de l'ONU a lancé un appel ambitieux pour améliorer la coopération internationale grâce à un multilatéralisme efficace. Un conseil consultatif de haut niveau a été créé afin de produire un rapport indépendant sur les défis et les opportunités du multilatéralisme en tant que contribution aux négociations aux Nations Unies pour le Sommet de l'avenir 2024.</p> <p>Cette séance d'information sera l'occasion pour les parlementaires de partager leurs réflexions sur la manière de renforcer le multilatéralisme afin d'aborder efficacement les questions actuelles et émergentes en matière de gouvernance mondiale.</p> <p>Présentateurs :</p> <p>M. Danilo Turk, Membre du Conseil consultatif de haut niveau sur le multilatéralisme efficace, ancien Président de la Slovénie</p>
<p>13 h 00-15 h 00</p>	<p>Pause déjeuner</p>

<p>15 h 00-16 h 15</p>	<p>Vers une politique de l'eau plus inclusive : ne laisser personne de côté</p>
	<p>L'absence de processus décisionnels participatifs avec les parties prenantes touchées et concernées est souvent à l'origine de politiques de l'eau déficientes. Les communautés locales, les femmes, les jeunes, les populations autochtones et les groupes vulnérables doivent être associés à l'élaboration des politiques nationales de l'eau dans un souci d'équité et de justice sociale. En revanche, dans de trop nombreux cas, les politiques de l'eau sont conçues sous la pression de grands intérêts commerciaux et privés, plutôt que dans l'intérêt public.</p> <p>Cette séance examinera la manière dont la prise en compte des besoins et des points de vue spécifiques des femmes, des jeunes et des communautés vulnérables peut améliorer considérablement la formulation et la mise en œuvre des engagements concernant l'eau aux niveaux national et mondial. L'accent sera mis sur la responsabilité unique des parlementaires, en tant que représentants du peuple, de veiller à ce que tous soient inclus dans les processus décisionnels.</p> <p>Axes de réflexion :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Comment pouvons-nous garantir que la prise de décision en matière de politique de l'eau sert l'intérêt public ? • Comment une approche fondée sur les droits de l'homme peut-elle garantir que les femmes, les jeunes, les peuples autochtones et les autres communautés soient inclus de manière significative et efficace dans les politiques d'eau potable et d'assainissement ? • Quelles sont les principales préoccupations des communautés locales en ce qui concerne la politique de l'eau et comment y répondre ? Comment ces préoccupations diffèrent-elles entre les zones urbaines et rurales ? <p>Présentatrices :</p> <p>Mme Ana Merelis Genaro, parlementaire, Chambre des députés de Bolivie</p> <p>Pr Caitlyn Hall, membre de la <i>Young Hydrologic Society</i></p> <p>Mme Lesha Witmer, membre du Comité de pilotage du Partenariat des femmes pour l'eau</p>
<p>16 h 15-17 h 30</p>	<p>Eaux transfrontalières : de la concurrence à la coopération en faveur de la paix</p>
	<p>De nombreuses sources d'eau douce traversent les frontières internationales. Si la plupart des différends liés à l'eau sont résolus de manière pacifique, la demande croissante en eau, sa raréfaction et l'intensification de l'impact des changements climatiques et de leurs effets, notamment les migrations, augmentent le risque de conflits violents. De nombreux pays touchés par des conflits sont confrontés à des phénomènes météorologiques extrêmes, notamment des sécheresses et des inondations. De nombreux pays connaissent actuellement des tensions avec leurs voisins en raison de conflits non résolus concernant la gestion de l'eau, dont la résolution est essentielle pour répondre aux besoins économiques et environnementaux.</p> <p>Cette séance examinera les mécanismes multilatéraux et régionaux actuels de la diplomatie de l'eau ainsi que les moyens pratiques par lesquels l'eau peut servir d'outil de coopération plutôt que de concurrence entre les nations.</p> <p>Axes de réflexion :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Quels sont les outils efficaces de la "diplomatie de l'eau" et qu'est-ce qui détermine leur succès ou leur échec ? • Que peuvent faire les gouvernements à l'intérieur de leurs frontières et au-delà des frontières des bassins versants pour améliorer la coopération et la gestion des ressources en eau partagées ?

	<ul style="list-style-type: none">• Lorsque la pénurie d'eau est le principal facteur de conflit, quelles sont les leçons à tirer ?• Comment atténuer les conflits liés au climat pour éviter les explosions de violence ? <p>Présentatrices :</p> <p>Mme Danielle Gaillard, (nouveau titre de poste à venir)</p> <p>Pr Melissa McCracken, professeure adjointe de Politique environnementale internationale, <i>The Fletcher School, Tufts University</i></p> <p>Dr Susanne Schmeier, professeure associée de Droit et diplomatie de l'eau, <i>IHE Delft Institute for Water Education</i></p>
17 h 30-17 h 45	Séance de clôture : Quelle est la prochaine étape dans l'élaboration des politiques de l'eau ?
	<p>M. Duarte Pacheco, Président de l'Union interparlementaire</p> <p>M. Guy Rider, Secrétaire général adjoint chargé des politiques, Nations Unies</p>